



## **Genre, pouvoir et gouvernance partisane en Côte d'Ivoire : mécanismes de sous-représentation des femmes au sein du PDCI-RDA**

**ANKOUE M'bolo Anicet**

Sociologie du politique et de l'intégration  
Université Félix Houphouët-Boigny (UFHB)  
Abidjan – Côte d'Ivoire  
Mail: [animbolo@gmail.com](mailto:animbolo@gmail.com)

### **Résumé**

Cette recherche analyse les mécanismes organisationnels, relationnels et symboliques qui expliquent la sous-représentation des femmes dans les instances décisionnelles du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire-Rassemblement Démocratique Africain (PDCI-RDA) dans la commune de Cocody. L'objectif général est de comprendre comment les modes de gouvernance partisane et les normes sociales de genre interagissent pour produire des inégalités d'accès aux positions de pouvoir. La recherche adopte une démarche méthodologique mixte combinant des entretiens semi-directifs, des focus groups, une enquête par questionnaire auprès de 190 enquêtés et une observation directe des activités partisans. Les données qualitatives ont été soumises à une analyse thématique, tandis que les données quantitatives ont fait l'objet d'un traitement statistique descriptif. Les résultats montrent que la cooptation informelle, les réseaux de parrainage masculins, les inégalités d'accès aux ressources politiques et la domination symbolique constituent les principaux mécanismes de marginalisation des femmes. L'étude met également en évidence les stratégies développées par les femmes, notamment la constitution de réseaux de solidarité, les alliances politiques et le renforcement de leurs capacités, pour accroître leur influence au sein du parti. Les limites de

cette recherche tiennent au caractère localisé du terrain d'étude, circonscrit à la commune de Cocody, ainsi qu'à l'analyse d'un seul parti politique, ce qui restreint la portée comparative des résultats.

**Mots-clés** : gouvernance partisane ; genre ; pouvoir politique ; sous-représentation des femmes ; PDCI-RDA.

### **Summary**

This research analyzes the organizational, relational, and symbolic mechanisms that explain the under-representation of women in the decision-making bodies of the Democratic Party of Côte d'Ivoire-African Democratic Rally (PDCI-RDA) in the commune of Cocody. The overall objective is to understand how partisan governance practices and social gender norms interact to produce inequalities in access to positions of power. The study adopts a mixed-methods approach, combining semi-structured interviews, focus groups, a questionnaire survey of 190 respondents, and direct observation of partisan activities. Qualitative data were analyzed using thematic analysis, while quantitative data were processed using descriptive statistics. The findings show that informal co-optation, male patronage networks, unequal access to political resources, and symbolic domination are the main mechanisms of women's marginalization. The study also highlights the strategies developed by women, including building solidarity networks, forming political alliances, and strengthening their capacities, to increase their influence within the party. The limitations of this research lie in the localized nature of the fieldwork, restricted to the commune of Cocody, and the analysis of a single political party, which limits the comparative scope of the results.

**Keywords:** partisan governance; gender; political power; under-representation of women; PDCI-RDA.



## Introduction

Depuis plusieurs décennies, la promotion de la participation politique des femmes s'est progressivement imposée comme l'un des indicateurs fondamentaux de la qualité des systèmes démocratiques. Dans les démocraties contemporaines, la représentativité des différentes composantes sociales au sein des espaces de décision est désormais considérée comme une condition essentielle de la légitimité politique et de l'approfondissement démocratique. Pourtant, malgré les avancées normatives enregistrées à l'échelle internationale, les femmes continuent d'être largement sous-représentées dans les institutions politiques et dans les organes stratégiques des partis politiques. Cette situation met en évidence un paradoxe persistant entre l'affirmation juridique du principe d'égalité entre les sexes et la permanence d'inégalités réelles dans l'accès au pouvoir politique.

Au niveau international, de nombreux instruments juridiques et politiques ont été adoptés afin de promouvoir l'inclusion des femmes dans les processus décisionnels. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), adoptée par l'Organisation des Nations Unies en 1979, constitue l'un des textes fondateurs de cette dynamique. Celle-ci a été renforcée par la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes tenue à Beijing en 1995, dont la Plateforme d'action a consacré l'égal accès des femmes aux responsabilités politiques comme un objectif majeur du développement démocratique (United Nations, 1995). Plus récemment, la résolution 1325 du Conseil

de sécurité des Nations Unies a rappelé l'importance de la participation pleine et effective des femmes dans les processus de gouvernance, de paix et de sécurité (United Nations, 2000). Sous l'influence de ces instruments, de nombreux États ont engagé des réformes institutionnelles visant à améliorer la représentation politique des femmes, notamment à travers l'instauration de quotas électoraux, de mécanismes de discrimination positive ou de politiques publiques de promotion du leadership féminin.

Toutefois, l'amélioration des cadres juridiques n'a pas nécessairement conduit à une transformation substantielle des rapports de pouvoir. À l'échelle mondiale, les statistiques de l'Union interparlementaire montrent que les femmes restent encore minoritaires dans la plupart des institutions représentatives et demeurent faiblement présentes dans les postes de commandement politique. Cette situation suggère que les obstacles à la participation politique des femmes ne relèvent pas exclusivement de l'ordre juridique, mais renvoient également à des facteurs organisationnels, culturels et symboliques plus profonds.

Dans les sociétés africaines, la question de la représentation politique des femmes s'inscrit dans des trajectoires historiques et sociopolitiques spécifiques. Depuis les années 1990, plusieurs pays du continent ont entrepris des réformes destinées à favoriser une plus grande inclusion des femmes dans les institutions politiques. Certains États, à l'instar du Rwanda, du Sénégal ou de l'Afrique du Sud, ont enregistré des progrès significatifs grâce à la mise en œuvre de dispositifs institutionnels volontaristes (Tripp, 2015). Néanmoins, ces avancées coexistent avec la persistance de normes sociales patriarcales, de rapports sociaux de sexe inégalitaires et de pratiques partisans qui continuent de



Received: 05/01/2026 Accepted: 02/05/2026 Published: 29/06/2026

limiter l'accès des femmes aux espaces de décision. Dans de nombreux contextes africains, les partis politiques demeurent structurés autour de réseaux d'influence masculins, de logiques clientélistes et de formes de gouvernance qui favorisent la reproduction des élites existantes (Bauer & Britton, 2006).

En Côte d'Ivoire, la problématique de la participation politique des femmes revêt une importance particulière. Bien que le pays ait ratifié plusieurs conventions internationales relatives aux droits des femmes et adopté des mesures législatives favorables à leur représentativité, la présence féminine dans les instances décisionnelles demeure relativement faible. Les femmes représentent pourtant plus de la moitié de la population ivoirienne et constituent une composante essentielle des dynamiques partisanes, notamment à travers leur forte implication dans les activités de mobilisation électorale, d'animation politique et de soutien organisationnel. Malgré cet engagement, leur accès aux postes stratégiques reste limité, aussi bien au sein des institutions publiques que dans les structures dirigeantes des partis politiques.

Cette situation apparaît avec une acuité particulière au sein du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire-Rassemblement Démocratique Africain (PDCI-RDA). Fondé en 1946, le PDCI-RDA occupe une place centrale dans l'histoire politique ivoirienne. En tant que plus ancien parti politique du pays, il constitue un espace privilégié pour analyser les mécanismes sociaux et organisationnels qui structurent l'accès au pouvoir politique. L'étude du PDCI-RDA présente ainsi un intérêt scientifique majeur. D'une part, ce parti dispose d'une longue tradition organisationnelle, d'une forte implantation

territoriale et d'un poids historique considérable dans le champ politique ivoirien. D'autre part, il constitue un laboratoire pertinent pour observer les interactions entre gouvernance partisane, rapports sociaux de genre et production des hiérarchies politiques.

Sur le plan scientifique, les recherches consacrées à la participation politique des femmes se sont principalement intéressées aux effets des quotas, aux déterminants individuels de l'engagement politique féminin ou encore aux politiques publiques de promotion du genre (Krook, 2010 ; Lovenduski, 2005). D'autres travaux ont mis l'accent sur les contraintes socioculturelles pesant sur les trajectoires politiques des femmes ou sur les conditions institutionnelles favorisant leur accès aux fonctions électives. Cependant, peu d'études ont analysé les partis politiques comme des espaces de production et de reproduction des rapports sociaux de sexe. Plus particulièrement, les mécanismes organisationnels internes qui régulent l'accès aux positions de pouvoir au sein des partis politiques ivoiriens demeurent insuffisamment documentés.

Cette lacune scientifique apparaît d'autant plus importante que les partis politiques constituent les principaux canaux de sélection des élites et de distribution des ressources politiques. Comprendre les mécanismes par lesquels ces organisations favorisent ou entravent l'accès des femmes aux postes décisionnels permet ainsi d'éclairer les dynamiques contemporaines de la démocratie partisane en Côte d'Ivoire.

À partir d'une enquête réalisée auprès des femmes leaders du PDCI-RDA dans la commune de Cocody, cet article cherche à répondre à la question suivante : comment les mécanismes organisationnels de gouvernance partisane et les normes sociales liées au genre interagissent-ils pour produire



Received: 05/01/2026 Accepted: 02/05/2026 Published: 29/06/2026

la sous-représentation des femmes dans les instances décisionnelles du PDCI-RDA ? L'hypothèse défendue est que la faible représentativité des femmes résulte de l'articulation entre des mécanismes structurels de gouvernance interne – notamment les procédures de cooptation, l'économie des réseaux et la distribution différenciée des ressources politiques – et des pesanteurs socioculturelles qui contribuent à fragiliser la légitimité du leadership féminin.

## **2. Revue de littérature**

L'analyse de la sous-représentation des femmes dans les instances décisionnelles des partis politiques a suscité un intérêt croissant dans les sciences sociales au cours des dernières décennies. Les travaux existants montrent que cette problématique ne peut être appréhendée uniquement à travers une lecture juridique ou institutionnelle. Elle renvoie également à des mécanismes organisationnels, à des rapports sociaux de pouvoir et à des processus de légitimation qui traversent les espaces politiques. La présente revue de littérature s'articule autour de trois axes principaux : les recherches portant sur la représentation politique des femmes en Afrique, les travaux consacrés aux partis politiques comme filtres de la représentation, et enfin les approches théoriques relatives au genre et à la domination dans le champ politique.

### **2.1. Femmes et représentation politique en Afrique**

La participation politique des femmes en Afrique a fait l'objet d'une abondante littérature qui met en évidence les progrès réalisés tout en soulignant la persistance d'importants obstacles structurels. Plusieurs travaux montrent que, malgré les réformes institutionnelles adoptées

depuis les années 1990, les femmes continuent d'être marginalisées dans les sphères décisionnelles.

Dans leur ouvrage collectif *Women in African Parliaments*, Bauer et Britton (2006) analysent les trajectoires de représentation féminine dans plusieurs pays africains. Les auteurs montrent que l'amélioration de la présence numérique des femmes dans les institutions politiques résulte généralement de l'interaction entre les mobilisations féminines, les réformes institutionnelles et les transformations des contextes politiques nationaux. Toutefois, ils soulignent que l'augmentation du nombre de femmes élues ne conduit pas systématiquement à une redistribution effective du pouvoir. Les femmes demeurent souvent cantonnées à des positions secondaires et disposent d'une faible influence sur les processus décisionnels. Cette observation conduit les auteurs à distinguer la représentation descriptive de la représentation substantielle, mettant ainsi en évidence les limites des approches strictement quantitatives de l'inclusion politique.

Cette réflexion est prolongée par Tripp (2015), qui s'intéresse aux transformations contemporaines du pouvoir féminin dans les sociétés africaines post-conflit. L'auteure montre que les périodes de transition politique et de reconstruction institutionnelle peuvent ouvrir des opportunités inédites pour les femmes. Cependant, ces opportunités demeurent fortement conditionnées par la capacité des femmes à s'organiser collectivement et à négocier leur accès aux espaces de pouvoir. Tripp insiste également sur le fait que les structures patriarcales, les réseaux clientélistes et les logiques néopatrimoniales continuent de limiter l'autonomisation politique des femmes dans de nombreux contextes africains.



Received: 05/01/2026 Accepted: 02/05/2026 Published: 29/06/2026

Les travaux pionniers de Tamale (1999) sur les femmes parlementaires en Ouganda offrent un éclairage complémentaire sur les conditions sociales de l'engagement politique féminin. L'auteure montre que les femmes qui accèdent aux fonctions électives doivent continuellement négocier leur légitimité dans un environnement politique dominé par des normes masculines. Leur présence dans les institutions ne remet pas nécessairement en cause les rapports de pouvoir existants, dans la mesure où elles restent soumises à des contraintes institutionnelles, culturelles et symboliques qui limitent leur capacité d'action.

Dans la même perspective, Goetz et Hassim (2003) soutiennent que l'accès des femmes aux institutions politiques ne garantit pas automatiquement la transformation des rapports sociaux de genre. À partir d'études réalisées dans plusieurs pays africains, les auteurs montrent que les femmes élues évoluent dans des environnements institutionnels fortement masculinisés. Ces espaces reproduisent souvent des pratiques organisationnelles et des modes de gouvernance qui perpétuent les inégalités entre les sexes. Les auteures insistent ainsi sur la nécessité d'analyser les institutions politiques elles-mêmes comme des structures genrées.

Enfin, Yoon (2013), à travers ses travaux sur les assemblées législatives africaines, montre que les performances des politiques de quotas varient considérablement selon les contextes nationaux. Alors que certains pays, comme le Rwanda, ont réussi à instaurer une forte présence féminine dans les institutions représentatives, d'autres enregistrent des résultats beaucoup plus modestes. Selon Yoon, les effets des quotas dépendent largement de la volonté politique des élites

dirigeantes, du degré d'institutionnalisation des partis et des normes socioculturelles dominantes.

Dans l'ensemble, ces travaux mettent en évidence le caractère multidimensionnel de la sous-représentation des femmes en politique. Toutefois, ils accordent relativement peu d'attention aux mécanismes internes de fonctionnement des partis politiques, alors même que ces organisations jouent un rôle central dans la sélection des élites et dans la distribution des ressources politiques.

## **2.2. Les partis politiques comme filtres de la représentation**

Les partis politiques occupent une position stratégique dans les démocraties représentatives. Ils assurent le recrutement des élites, sélectionnent les candidats et structurent l'accès aux fonctions électives. Plusieurs auteurs considèrent ainsi les partis comme de véritables « gardiens » de la représentation politique.

Dans leur ouvrage devenu classique, Norris et Lovenduski (1995) montrent que le recrutement politique est loin d'être un processus neutre. Les auteurs démontrent que la sélection des candidats repose sur des mécanismes formels et informels qui tendent à favoriser certains profils sociaux au détriment d'autres. Les partis politiques apparaissent dès lors comme des filtres institutionnels qui contribuent à reproduire les hiérarchies sociales existantes. Les femmes sont souvent désavantagées en raison des stéréotypes associés au leadership politique, de leur moindre accès aux ressources politiques et de leur faible insertion dans les réseaux d'influence.

Cette approche est approfondie par Lovenduski (2005), qui souligne que les partis politiques constituent des organisations profondément genrées. Selon l'auteure, les



Received: 05/01/2026 Accepted: 02/05/2026 Published: 29/06/2026

règles, les normes et les pratiques partisans ont historiquement été conçues autour d'une conception masculine de l'engagement politique. Les exigences temporelles du militantisme, les modalités de sélection des dirigeants et les formes de sociabilité politique tendent ainsi à favoriser les hommes. Pour Lovenduski, la féminisation des partis suppose non seulement une réforme des procédures formelles, mais également une transformation des cultures organisationnelles.

Dans la même logique, Caul (1999) montre que la volonté des partis de promouvoir les femmes dépend largement de facteurs organisationnels internes. À partir d'une étude comparative menée dans plusieurs pays européens, l'auteure démontre que les partis de gauche et les organisations fortement institutionnalisées sont généralement plus favorables à l'adoption de politiques de promotion du leadership féminin. Toutefois, la présence de dispositifs formels ne suffit pas toujours à modifier les rapports de pouvoir internes.

Les travaux de Krook (2010) prolongent cette réflexion en s'intéressant aux effets des politiques de quotas sur la représentation politique des femmes. L'auteure montre que les quotas constituent des instruments importants pour améliorer la représentation descriptive des femmes. Néanmoins, leur efficacité dépend étroitement des modalités de leur mise en œuvre et du contexte organisationnel dans lequel ils sont appliqués. Les partis peuvent parfois contourner les objectifs des quotas en maintenant des pratiques informelles de sélection favorables aux hommes.

Ces différentes recherches soulignent que les partis politiques ne constituent pas de simples canaux de

participation démocratique. Ils apparaissent plutôt comme des espaces de production, de reproduction et de légitimation des hiérarchies sociales, ce qui invite à examiner plus précisément les rapports de pouvoir qui s'y déploient.

### **2.3. Genre et domination dans le champ politique**

L'analyse des rapports entre genre et pouvoir politique s'appuie largement sur les théories de la domination sociale et symbolique. Ces approches permettent de comprendre comment les inégalités entre les sexes sont produites, reproduites et légitimées dans les espaces politiques.

Dans *La domination masculine*, Bourdieu (1998) montre que les rapports sociaux entre hommes et femmes reposent sur des mécanismes symboliques qui tendent à naturaliser les hiérarchies sociales. Selon l'auteur, la domination masculine s'exerce à travers un ensemble de dispositions incorporées, d'*habitus* et de représentations qui conduisent les individus à percevoir comme naturelles des inégalités historiquement construites. Cette violence symbolique contribue à légitimer l'exclusion des femmes des espaces de pouvoir et à renforcer leur assignation à des rôles périphériques.

Les travaux de Fraser (2005) apportent un éclairage complémentaire en insistant sur l'articulation entre redistribution et reconnaissance. Pour l'auteure, les injustices de genre ne peuvent être réduites à une simple question de distribution inégale des ressources. Elles renvoient également à des mécanismes de dévalorisation culturelle et de non-reconnaissance qui affectent la capacité des femmes à participer pleinement à la vie sociale et politique. La justice sociale suppose dès lors une transformation simultanée des structures économiques et des cadres symboliques de reconnaissance.



Received: 05/01/2026 Accepted: 02/05/2026 Published: 29/06/2026

Connell (2012), à travers le concept de masculinité hégémonique, montre que les institutions sociales participent à la construction et à la reproduction de formes spécifiques de masculinité associées à l'autorité, au leadership et au pouvoir. Dans le champ politique, ces normes favorisent la légitimation des hommes comme dirigeants naturels et contribuent à fragiliser la crédibilité des femmes leaders.

Enfin, Mackay (2014) propose une approche néo-institutionnaliste genrée des institutions politiques. L'auteure montre que les institutions ne sont pas neutres du point de vue du genre. Elles sont traversées par des règles formelles et informelles qui structurent différemment les opportunités offertes aux hommes et aux femmes. Les processus de changement institutionnel apparaissent ainsi comme des dynamiques complexes dans lesquelles les normes de genre peuvent être simultanément reproduites et contestées.

Ces différentes perspectives théoriques offrent un cadre particulièrement pertinent pour analyser les mécanismes de sous-représentation des femmes au sein des partis politiques. Elles permettent de dépasser les explications centrées exclusivement sur les caractéristiques individuelles des femmes pour mettre en lumière les dimensions organisationnelles, symboliques et relationnelles de la domination politique.

### 3. Cadre théorique

L'analyse de la sous-représentation des femmes dans les instances décisionnelles du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire-Rassemblement Démocratique Africain (PDCI-RDA) nécessite la mobilisation d'outils théoriques susceptibles de saisir simultanément les dimensions structurelles,

symboliques et interactionnelles des rapports de pouvoir. Dans cette perspective, la présente recherche s'appuie principalement sur la théorie de la domination masculine développée par Pierre Bourdieu (1998) et sur sa théorie du champ politique. L'articulation de ces deux approches permet de comprendre comment les rapports sociaux de sexe s'inscrivent dans les dynamiques organisationnelles des partis politiques et contribuent à produire des inégalités durables dans l'accès aux espaces de décision.

### **3.1. La théorie de la domination masculine**

Dans *La domination masculine*, Pierre Bourdieu (1998) propose une analyse des mécanismes sociaux qui assurent la reproduction historique des rapports de domination entre les hommes et les femmes. Pour l'auteur, la domination masculine ne relève ni de la nature biologique ni d'une simple volonté individuelle. Elle constitue un ordre social historiquement construit qui s'impose aux acteurs à travers des mécanismes symboliques profondément intériorisés.

L'un des concepts centraux de cette théorie est celui de violence symbolique. Bourdieu définit la violence symbolique comme une forme de domination douce, invisible et souvent méconnue par ceux qui la subissent comme par ceux qui l'exercent. Elle s'exerce essentiellement par l'intermédiaire des représentations sociales, des normes culturelles, des croyances et des catégories de perception socialement partagées. Dans le domaine politique, cette violence symbolique contribue à légitimer la faible présence des femmes dans les sphères décisionnelles en faisant apparaître comme naturelles ou normales des situations pourtant socialement construites.



Received: 05/01/2026 Accepted: 02/05/2026 Published: 29/06/2026

Appliquée au contexte des partis politiques, cette approche permet de comprendre comment certaines représentations sociales tendent à associer l'exercice du pouvoir, l'autorité, la capacité décisionnelle ou le leadership à des qualités considérées comme masculines. Inversement, les femmes sont fréquemment renvoyées à des fonctions de soutien, de mobilisation ou d'assistance. Cette division sexuée des rôles politiques ne procède pas nécessairement d'une exclusion formelle ; elle résulte souvent d'un processus plus subtil de légitimation symbolique qui conduit les acteurs eux-mêmes à intérioriser les frontières du possible et du légitime.

Le concept d'*habitus* de genre constitue un autre apport majeur de la théorie bourdieusienne. L'*habitus* renvoie à un système durable de dispositions incorporées au cours du processus de socialisation. Ces dispositions orientent les perceptions, les jugements et les pratiques des individus sans relever d'une conscience explicite. Les hommes et les femmes intériorisent ainsi, dès l'enfance, des schèmes de pensée et d'action qui contribuent à reproduire les rapports sociaux de sexe.

Dans le champ politique, les *habitus* de genre influencent aussi bien les comportements des femmes que ceux des hommes. Les femmes peuvent développer des dispositions à l'autocensure, à la réserve ou à la sous-estimation de leurs compétences politiques, tandis que les hommes peuvent considérer comme légitime leur monopole des positions de commandement. L'*habitus* contribue ainsi à la reproduction des inégalités politiques, non pas à travers des contraintes explicites, mais par l'intériorisation de normes sociales qui orientent les trajectoires individuelles.

La théorie de la domination masculine met également l'accent sur le processus de naturalisation de la domination. Selon Bourdieu (1998), les rapports de pouvoir entre les sexes tendent à être perçus comme naturels, évidents et immuables alors qu'ils sont le produit d'une construction historique et sociale. Cette naturalisation repose sur un travail constant de légitimation assuré par les institutions sociales telles que la famille, l'école, la religion ou encore les organisations politiques.

Dans le cas des partis politiques, cette naturalisation peut se traduire par des discours justifiant la faible présence des femmes au nom de leur prétendue indisponibilité, de leurs responsabilités familiales ou de leur supposée moindre aptitude au leadership politique. Ces représentations contribuent à invisibiliser les mécanismes organisationnels et structurels qui limitent effectivement l'accès des femmes aux postes de décision.

Ainsi, la théorie de la domination masculine offre un cadre d'analyse particulièrement pertinent pour comprendre comment les rapports sociaux de sexe influencent la gouvernance interne des partis politiques et participent à la reproduction de la sous-représentation féminine.

### **3.2. La théorie du champ politique**

En complément de l'approche précédente, cette recherche mobilise la théorie du champ politique élaborée par Pierre Bourdieu (2000). Le champ politique est défini comme un espace social relativement autonome au sein duquel des acteurs individuels et collectifs sont engagés dans des luttes permanentes pour l'appropriation, la conservation ou la transformation du pouvoir politique.



Received: 05/01/2026 Accepted: 02/05/2026 Published: 29/06/2026

Dans cette perspective, les partis politiques apparaissent comme des espaces structurés de compétition dans lesquels les acteurs disposent de ressources inégalement distribuées. L'accès aux positions dominantes dépend largement de la possession de différents capitaux.

Le premier de ces capitaux est le capital politique. Celui-ci désigne l'ensemble des ressources spécifiquement reconnues et valorisées dans le champ politique. Il peut s'agir de l'expérience militante, de la notoriété, de la maîtrise des codes partisans, de l'ancienneté dans l'organisation ou encore de la capacité à mobiliser des soutiens électoraux. Dans le cadre du PDCI-RDA, le capital politique apparaît comme une ressource essentielle pour accéder aux instances décisionnelles. Toutefois, son accumulation demeure souvent différenciée selon le genre.

Le capital social constitue également une ressource stratégique. Il renvoie à l'ensemble des relations, des réseaux et des connexions dont disposent les acteurs. Les réseaux de sociabilité politique, les relations de parrainage et les alliances internes jouent un rôle déterminant dans la sélection des dirigeants partisans. Plusieurs travaux ont montré que ces réseaux sont fréquemment dominés par les hommes, ce qui contribue à limiter les opportunités d'accès des femmes aux postes stratégiques.

La notion de légitimité occupe également une place centrale dans la théorie du champ politique. Pour Bourdieu, les acteurs ne luttent pas uniquement pour l'accès aux ressources matérielles ; ils cherchent également à faire reconnaître leur droit à exercer le pouvoir. La légitimité politique correspond ainsi à la reconnaissance sociale de la compétence à gouverner. Or, dans des contextes marqués par

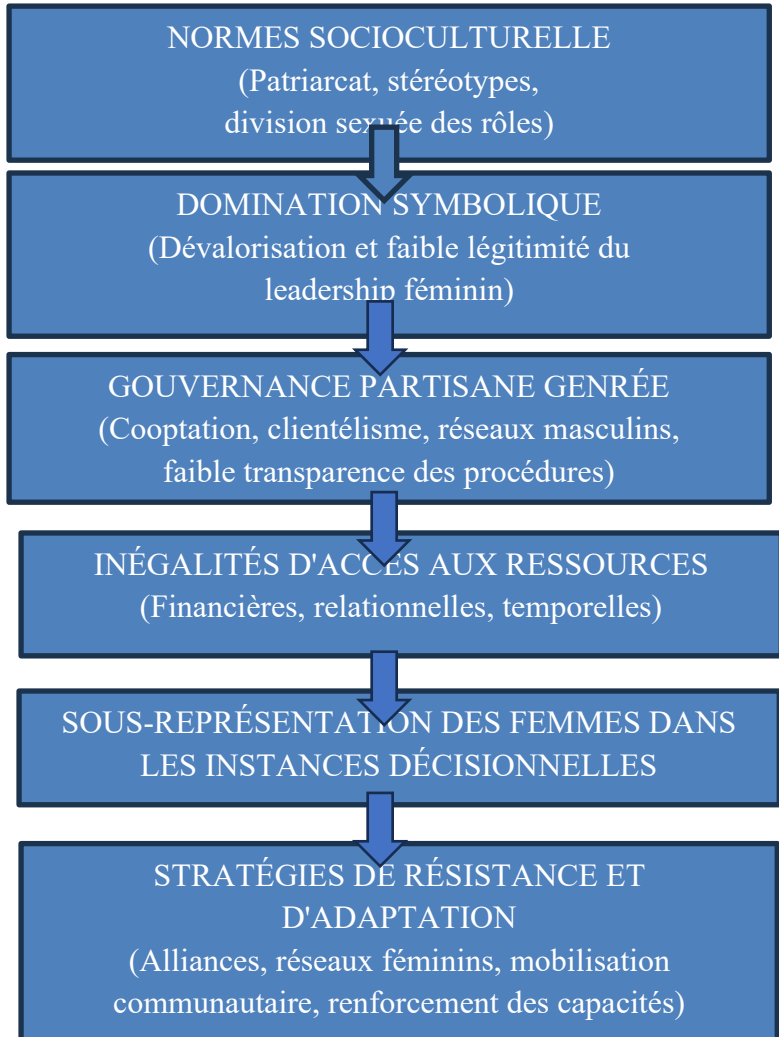
des normes patriarcales, cette légitimité est souvent distribuée de manière inégalitaire entre les sexes. Les femmes doivent généralement fournir davantage d'efforts que les hommes pour faire reconnaître leur autorité politique.

Enfin, la théorie du champ politique met en lumière les stratégies des acteurs. Les individus ne sont pas de simples agents passifs soumis aux contraintes structurelles. Ils développent des stratégies visant à améliorer leur position au sein du champ. Dans le cas des femmes leaders du PDCI-RDA, ces stratégies peuvent prendre la forme de la constitution de réseaux féminins, de la recherche de parrains politiques, de l'investissement communautaire, du renforcement des compétences ou encore de la mobilisation de ressources symboliques spécifiques.

L'articulation entre la théorie de la domination masculine et la théorie du champ politique permet ainsi de saisir la sous-représentation des femmes comme le produit d'une double dynamique : d'une part, des mécanismes symboliques qui naturalisent les inégalités de genre ; d'autre part, des rapports de force internes au champ partisan qui structurent l'accès différencié aux ressources et aux positions de pouvoir. Cette double lecture offre un cadre analytique particulièrement fécond pour comprendre les mécanismes de gouvernance partisane au sein du PDCI-RDA.



**Figure 1. Modèle explicatif de la sous-représentation féminine au sein du PDCI-RDA**



Source : Construction de l'auteur à partir des données de terrain (2025).

## **4. Méthodologie**

Cette recherche s'inscrit dans une démarche méthodologique mixte articulant des approches qualitative et quantitative. Le choix de cette stratégie méthodologique repose sur la nécessité d'appréhender la sous-représentation des femmes dans les instances décisionnelles du PDCI-RDA à la fois dans sa dimension objective – à travers la mesure des caractéristiques des acteurs et des mécanismes organisationnels – et dans sa dimension subjective, en analysant les représentations, les expériences et les stratégies développées par les différents acteurs politiques. L'approche mixte permet ainsi de croiser plusieurs sources de données afin de renforcer la robustesse des analyses et d'assurer une meilleure compréhension des dynamiques étudiées.

### **4.1. Présentation et justification du terrain d'étude**

Le terrain retenu pour cette étude est la commune de Cocody, située dans le District autonome d'Abidjan. Le choix de cette commune ne relève pas du hasard. Il répond à des considérations à la fois politiques, sociologiques et méthodologiques.

En premier lieu, Cocody constitue l'une des communes les plus importantes du paysage politique ivoirien en raison de son poids électoral. Avec une population électorale particulièrement élevée et un nombre important de bureaux de vote, cette commune représente un enjeu stratégique majeur pour les partis politiques nationaux. Les compétitions électorales y sont généralement très disputées, mobilisant d'importantes ressources humaines, financières et organisationnelles. Cette forte intensité politique favorise



Received: 05/01/2026 Accepted: 02/05/2026 Published: 29/06/2026

l'observation des mécanismes de sélection des élites et des dynamiques de compétition interne au sein des partis.

En deuxième lieu, Cocody occupe une position de centralité politique dans l'espace politique ivoirien. La commune abrite de nombreuses institutions administratives, diplomatiques et politiques de premier plan. Elle accueille également les sièges de plusieurs partis politiques, organisations de la société civile et associations féminines engagées dans la promotion du leadership politique des femmes. Cette concentration d'acteurs politiques fait de Cocody un espace privilégié pour l'analyse des interactions entre les différents acteurs du champ politique.

Enfin, le choix de Cocody se justifie par la forte implantation historique du PDCI-RDA dans cette commune. Depuis plusieurs décennies, le parti y dispose d'une base militante importante ainsi que de nombreuses structures locales d'organisation et de mobilisation. La présence active de l'Union des Femmes du PDCI-RDA et l'existence d'un réseau dense de femmes leaders offrent un cadre particulièrement pertinent pour étudier les mécanismes d'accès des femmes aux postes de responsabilité au sein du parti.

Ainsi, la commune de Cocody apparaît comme un terrain particulièrement approprié pour analyser les logiques organisationnelles, relationnelles et symboliques qui influencent la représentativité politique des femmes au sein du PDCI-RDA.

#### **4.2. Population d'étude et échantillonnage**

La population cible de cette recherche est constituée de l'ensemble des acteurs impliqués dans le fonctionnement du

PDCI-RDA dans la commune de Cocody. Afin de saisir la diversité des points de vue et des expériences, plusieurs catégories d'acteurs ont été retenues.

L'échantillon a été constitué selon une stratégie combinant un échantillonnage raisonné et un échantillonnage par boule de neige. L'échantillonnage raisonné a permis d'identifier les personnes disposant d'une connaissance approfondie des mécanismes de fonctionnement du parti, tandis que la technique de la boule de neige a facilité l'identification d'autres acteurs ressources recommandés par les premiers enquêtés.

Le tableau ci-dessous présente la composition de l'échantillon mobilisé dans le cadre de cette recherche.

*Tableau 1 : Répartition des enquêtés selon les catégories d'acteurs*

Catégories d'acteurs	Effectifs
Femmes leader du PDCI-RDA	40
Responsables politiques (hommes et femmes)	20
Militants et militantes de base	120
Personnes ressources et experts	10
Total	190

Source : Enquête de terrain, 2025.

L'effectif total de l'étude est de 190 enquêtés. Cette diversité des profils a permis de recueillir des informations variées sur les pratiques organisationnelles du parti, les représentations du leadership féminin et les stratégies développées par les femmes pour accéder aux responsabilités politiques.



### **4.3. Techniques de collecte des données**

La collecte des données a reposé sur quatre principales techniques complémentaires.

#### **4.3.1. Les entretiens semi-directifs**

Les entretiens semi-directifs ont constitué la principale technique qualitative mobilisée dans cette recherche. Ils ont été réalisés auprès des femmes leaders, des responsables politiques et des personnes ressources.

Cette technique a permis d'explorer en profondeur les expériences individuelles, les trajectoires militantes, les perceptions des mécanismes de gouvernance partisane ainsi que les représentations relatives au leadership féminin.

Au total, quarante (40) entretiens ont été réalisés. La durée moyenne des entretiens a varié entre quarante-cinq (45) minutes et une heure trente (1 h 30), avec une durée moyenne estimée à environ soixante-cinq (65) minutes. Les entretiens ont été enregistrés avec l'accord préalable des participants puis intégralement retranscrits.

#### **4.3.2. Les focus groups**

Afin de favoriser l'expression collective des perceptions et des expériences, quatre (4) focus groups ont été organisés avec des groupes de femmes militantes et de militants de base. Les discussions de groupe ont permis de faire émerger des représentations partagées sur la place des femmes dans le parti, les contraintes rencontrées et les stratégies de mobilisation politique. Chaque séance de focus group a réuni entre huit et dix participants et a duré en moyenne deux heures.

#### **4.3.3. L'enquête par questionnaire**

L'approche quantitative a reposé sur l'administration d'un questionnaire structuré auprès des militants et militantes du PDCI-RDA. Le questionnaire visait principalement à recueillir des informations relatives aux caractéristiques sociodémographiques des enquêtés, à leurs perceptions du leadership féminin et aux mécanismes de sélection des responsables politiques au sein du parti.

L'administration du questionnaire a permis de disposer d'indicateurs statistiques descriptifs facilitant la triangulation des données qualitatives.

#### ***4.3.4. L'observation directe***

L'observation directe a constitué une source complémentaire d'informations. Elle a porté sur plusieurs réunions politiques, rencontres militantes, cérémonies partisans et activités de mobilisation organisées par les structures locales du PDCI-RDA. Cette technique a permis d'observer les interactions entre les acteurs, la répartition des rôles entre hommes et femmes ainsi que les modalités concrètes de participation des femmes aux activités politiques du parti.

#### **4.4. Saturation théorique et validité des données**

La collecte des données qualitatives a été conduite jusqu'à l'atteinte du principe de saturation théorique. Celle-ci a été considérée comme atteinte lorsque les entretiens supplémentaires n'apportaient plus d'informations nouvelles susceptibles d'enrichir les catégories analytiques déjà identifiées.

Afin d'assurer la crédibilité et la validité des résultats, plusieurs stratégies de triangulation ont été mobilisées. Les informations recueillies à travers les entretiens, les focus



Received: 05/01/2026 Accepted: 02/05/2026 Published: 29/06/2026

groups, les questionnaires et l'observation ont été systématiquement confrontées afin de vérifier leur cohérence et leur complémentarité.

#### **4.5. Méthode d'analyse des données**

Les données qualitatives ont été analysées selon la méthode de l'analyse thématique proposée par Braun et Clarke (2006). Cette méthode repose sur un processus systématique comportant six étapes : la familiarisation avec les données, le codage initial, la recherche des thèmes, la révision des thèmes, leur définition et leur dénomination, puis la rédaction du rapport final.

L'analyse a été réalisée manuellement à partir des retranscriptions intégrales des entretiens et des focus groups. Les verbatim ont été codés en fonction des thèmes émergents relatifs aux mécanismes organisationnels, aux normes de genre, aux stratégies des acteurs et aux formes de domination symbolique.

Quant aux données quantitatives, elles ont fait l'objet d'un traitement statistique descriptif à l'aide du logiciel SPSS. Les résultats ont été présentés sous forme de tableaux de fréquences, de pourcentages et de graphiques permettant de mettre en évidence les principales tendances observées sur le terrain.

**Tableau 2. Caractéristiques sociodémographiques des enquêtés (N = 190)**

<b>Variables</b>	<b>Modalités</b>	<b>Effectifs</b>	<b>Pourcentage (%)</b>
Sexe	Hommes	78	41,1
	Femmes	112	58,9
Âge	25-34 ans	32	16,8
	35-44 ans	61	32,1
	45-54 ans	58	30,5
	55 ans et plus	39	20,6
Niveau d'instruction	Primaire	18	9,5
	Secondaire	54	28,4
	Supérieur	118	62,1
Statut dans le parti	Femmes leaders	40	21,1
	Responsables politiques	20	10,5
	Militants de base	120	63,2
	Personnes ressources	10	5,2
Ancienneté militante	Moins de 5 ans	29	15,3
	5 à 10 ans	57	30,0
	Plus de 10 ans	104	54,7

Source : Enquête de terrain, 2025.

## 5. Résultats

L'analyse des données recueillies met en évidence quatre principaux mécanismes explicatifs de la faible représentativité des femmes dans les instances décisionnelles du PDCI-RDA à Cocody. Les résultats montrent que la sous-représentation féminine procède à la fois de mécanismes



Received: 05/01/2026 Accepted: 02/05/2026 Published: 29/06/2026

organisationnels internes au parti, de contraintes liées à l'accès aux ressources politiques, de processus de disqualification symbolique du leadership féminin et, enfin, de stratégies de résistance développées par les femmes elles-mêmes.

### **5.1. Cooptation et verrouillage des positions décisionnelles**

L'un des principaux résultats de l'enquête concerne le rôle déterminant des mécanismes informels de cooptation dans la désignation des responsables du parti. Les entretiens révèlent que l'accès aux postes stratégiques est fortement conditionné par l'appartenance à des réseaux relationnels préexistants dominés par des leaders masculins.

Plusieurs femmes leaders interrogées soulignent que les procédures formelles prévues par les textes internes du parti sont souvent supplantées par des arrangements informels fondés sur les relations personnelles, l'ancienneté militante et les liens de fidélité politique.

Comme l'affirme une enquêtée : « « Les postes sont attribués à ceux qui appartiennent au cercle rapproché des leaders. Les femmes sont rarement associées à ces réseaux » (Femme leader, 52 ans). »

Une autre responsable politique ajoute : « « Pour accéder à certaines responsabilités, il faut être soutenue par un leader influent. Or, la plupart des réseaux de parrainage sont contrôlés par des hommes » (Secrétaire de section, 48 ans). »

Ces témoignages mettent en évidence l'existence d'un véritable système de verrouillage des positions stratégiques. L'analyse des entretiens montre que les femmes disposent généralement d'un accès plus limité aux cercles informels où

se négocient les investitures, les nominations et les arbitrages politiques.

Les données quantitatives confirment cette tendance.

**Tableau 3 : Mécanismes organisationnels identifiés comme obstacles à l'accès des femmes aux postes décisionnels**

<b>Mécanismes identifiés  </b>	<b>Fréquence (n=190)</b>	<b>Pourcentage (%)</b>
Cooptation informelle	158	83,2
Parrainage masculin	149	78,4
Clientélisme politique	136	71,6
Contrôle des réseaux d'influence par les hommes	141	74,2
Faible transparence des procédures	126	66,3

Source : Enquête de terrain, 2025.

Près de 83,2 % des enquêtés considèrent que la cooptation constitue le principal mécanisme régissant l'accès aux postes de responsabilité. De même, 78,4 % estiment que le parrainage politique masculin joue un rôle décisif dans les processus de sélection interne.

Ces résultats montrent que les mécanismes de gouvernance interne favorisent la reproduction des élites politiques déjà installées. Les hommes, du fait de leur plus forte ancienneté militante et de leur présence historique dans



Received: 05/01/2026 Accepted: 02/05/2026 Published: 29/06/2026

les organes dirigeants, contrôlent largement les ressources relationnelles nécessaires à l'accès aux responsabilités.

L'analyse met également en évidence une forme de gérontocratie politique. Plusieurs participantes soulignent que l'ancienneté, la fidélité au parti et les relations personnelles priment souvent sur les compétences individuelles.

«Même lorsqu'une femme possède les compétences nécessaires, elle doit souvent attendre longtemps avant d'être reconnue. Les hommes ont déjà occupé les espaces de décision depuis des années » (Militante, 44 ans).

Ainsi, la gouvernance partisane apparaît comme un système de régulation interne contribuant à la reproduction des hiérarchies sexuées.

## 5.2. Inégalités d'accès aux ressources politiques

L'accès aux ressources économiques et matérielles constitue un autre facteur majeur de la sous-représentation des femmes.

Les résultats montrent que la compétition politique interne au sein du PDCI-RDA exige des ressources financières importantes permettant d'organiser des réunions, de soutenir des activités militantes, de financer des campagnes internes ou encore de mobiliser des sympathisants. Or, les femmes interrogées déclarent massivement rencontrer des difficultés dans la mobilisation de ces ressources.

L'analyse des questionnaires révèle que 72,5 % des femmes enquêtées estiment ne pas disposer des moyens financiers suffisants pour briguer des postes de responsabilité.

**Tableau 4 : Principaux obstacles liés aux ressources politiques**

<b>Obstacles identifiés</b>	<b>Pourcentage (%)</b>
Insuffisance des ressources financières	72,5
Difficulté d'accès aux financements politiques	68,4
Faible soutien économique des réseaux partisans	61,2
Dépendance vis-à-vis des parrains politiques	57,8

Source : Enquête de terrain, 2025.

Les entretiens mettent en lumière le caractère fortement monétarisé de la compétition politique. Comme l'explique une militante : « *Sans moyens financiers, il est difficile d'espérer obtenir une investiture » (Militante, 46 ans).* »

Une autre enquêtée affirme : « *La politique coûte cher. Pour être visible dans le parti, il faut pouvoir financer des activités, aider les militants et participer à certaines dépenses. Beaucoup de femmes n'en ont pas les moyens » (Femme leader, 50 ans).* »

Au-delà des ressources financières, plusieurs participantes évoquent également les contraintes temporelles liées aux responsabilités familiales.

« *Entre les obligations familiales, professionnelles et politiques, il est souvent difficile pour une femme de s'investir pleinement dans les activités du parti » (Militante, 39 ans).* »

Ces contraintes réduisent les possibilités de participation aux réunions stratégiques, fréquemment organisées en soirée ou pendant les week-ends. Les données montrent ainsi que



Received: 05/01/2026 Accepted: 02/05/2026 Published: 29/06/2026

l'inégale distribution des ressources économiques, sociales et temporelles contribue à limiter la capacité des femmes à convertir leur engagement militant en pouvoir décisionnel.

### **5.3. Domination symbolique et disqualification du leadership féminin**

L'enquête révèle également la persistance de représentations sociales qui fragilisent la légitimité du leadership féminin. Une large majorité des enquêtés reconnaît l'existence de stéréotypes de genre influençant les perceptions du pouvoir politique.

Près de 64,7 % des répondants considèrent que certaines représentations culturelles continuent d'associer l'exercice de l'autorité politique à la masculinité. Plusieurs verbatim illustrent cette réalité.

« On considère encore qu'une femme doit soutenir son mari et non diriger des hommes » (Responsable politique, homme, 61 ans). »

« Dans notre culture, beaucoup pensent qu'un homme dirige naturellement mieux qu'une femme » (Militant, 54 ans). »

« Quand une femme s'affirme politiquement, elle est souvent perçue comme autoritaire ou ambitieuse de manière excessive » (Femme leader, 47 ans). »

Ces discours témoignent d'une naturalisation de la domination masculine dans le champ politique. Les femmes interrogées rapportent également faire l'objet d'évaluations plus sévères que leurs homologues masculins.

« Une erreur commise par une femme est souvent plus commentée que lorsqu'il s'agit d'un homme » (Responsable féminine, 45 ans). »

Certaines participantes évoquent également des formes de disqualification symbolique prenant la forme de rumeurs, de dénigrement ou de marginalisation lors des processus décisionnels.

« *Lors des réunions stratégiques, la parole des femmes est parfois moins prise en compte » (Militante, 42 ans). »*

L'observation des activités partisanes confirme cette tendance. Les femmes occupent majoritairement des fonctions d'organisation, d'accueil, de mobilisation et d'animation, tandis que les hommes dominent les espaces d'arbitrage et de décision. Cette division sexuée du travail politique contribue à renforcer les représentations selon lesquelles les femmes seraient davantage des actrices de soutien que des dirigeantes légitimes.

*Tableau 5. Perceptions des enquêtés sur le leadership féminin*

<b>Perceptions relatives au leadership féminin</b>	<b>Effectifs</b>	<b>Pourcentage (%)</b>
Les femmes possèdent les compétences nécessaires pour diriger le parti	165	86,8
Les femmes rencontrent davantage d'obstacles que les hommes	172	90,5
La culture favorise davantage les hommes en politique	148	77,9
Les femmes doivent prouver davantage leurs compétences	156	82,1
Les responsabilités familiales limitent l'engagement politique des femmes	139	73,2
Les quotas pourraient améliorer la représentation féminine	144	75,8

Source : Enquête de terrain, 2025.



#### **5.4. Stratégies féminines de résistance et de conquête du pouvoir**

Malgré les contraintes identifiées, les résultats montrent que les femmes ne demeurent pas passives face aux mécanismes d'exclusion. Elles développent diverses stratégies destinées à renforcer leur présence et leur influence au sein du parti.

La première stratégie concerne la construction d'alliances politiques. Plusieurs femmes leaders indiquent rechercher des alliances avec des responsables influents afin d'accroître leur visibilité politique.

«« Nous sommes obligées de construire des alliances, sinon il est difficile d'évoluer dans le parti » (Femme leader, 55 ans). »

Une deuxième stratégie repose sur le développement de réseaux féminins de solidarité. Les structures spécialisées du parti, notamment l'Union des Femmes du PDCI-RDA, constituent des espaces privilégiés de soutien mutuel, de partage d'expériences et de renforcement du leadership.

«« Les réseaux de femmes nous permettent de nous soutenir et de mieux préparer nos candidatures » (Responsable féminine, 49 ans). »

L'enquête montre également l'importance de la mobilisation communautaire comme source de légitimité politique. De nombreuses femmes investissent les associations communautaires, les organisations religieuses et les initiatives de développement local afin de renforcer leur ancrage social.

«« Le travail communautaire nous donne une légitimité auprès des militants » (Militante, 43 ans). »

Enfin, plusieurs participantes soulignent l'importance de la formation politique dans leurs trajectoires. Les séminaires, ateliers de renforcement des capacités et formations au leadership apparaissent comme des ressources essentielles pour améliorer les compétences politiques des femmes.

«« Aujourd'hui, les femmes comprennent qu'il faut se former pour mieux défendre leur place dans le parti » (Femme leader, 51 ans). »

Ces résultats montrent que, malgré les contraintes organisationnelles et symboliques, les femmes développent des capacités d'action significatives. Elles participent ainsi à la transformation progressive des rapports de pouvoir au sein du champ partisan, même si cette transformation demeure encore inachevée.

**Tableau 4. Stratégies de contournement développées par les femmes leaders**

<b>Stratégies développées</b>	<b>Effectifs</b>	<b>Pourcentage (%)</b>
Construction d'alliances politiques	34	85,0
Participation aux réseaux féminins	37	92,5
Mobilisation communautaire	35	87,5
Recherche de parrains politiques	28	70,0
Renforcement des capacités et formations politiques	31	77,5
Participation aux associations communautaires	29	72,5
Développement d'activités économiques autonomes	26	65,0

Source : Enquête de terrain, 2025.



## 6. Discussion

Les résultats de cette étude mettent en évidence que la faible représentativité des femmes dans les instances décisionnelles du PDCI-RDA ne peut être interprétée comme la simple conséquence d'un déficit individuel de compétences ou d'engagement. Elle résulte plutôt de l'interaction entre des mécanismes organisationnels internes au parti, des contraintes liées à l'accès aux ressources politiques et des processus de légitimation différenciés fondés sur le genre. Ces résultats permettent d'enrichir les travaux existants sur la représentation politique des femmes en Afrique en montrant comment les rapports sociaux de sexe se reproduisent au sein des organisations partisanes.

### 6.1. Les partis politiques comme espaces de reproduction des inégalités de genre

Les résultats obtenus confirment les analyses de Norris et Lovenduski (1995), selon lesquelles les partis politiques agissent comme des filtres institutionnels dans le recrutement des élites politiques. L'étude montre que les mécanismes de cooptation, les réseaux informels de sociabilité politique et les logiques de parrainage constituent des ressources stratégiques essentielles pour accéder aux positions de pouvoir au sein du PDCI-RDA.

Toutefois, ces ressources apparaissent inégalement distribuées selon le genre. Les femmes disposent généralement d'un accès plus limité aux réseaux d'influence et aux cercles informels où s'opèrent les arbitrages politiques. Cette situation contribue à la reproduction des hiérarchies

partisanes existantes et renforce la domination masculine au sein de l'organisation.

Ces résultats rejoignent également les observations de Lovenduski (2005), qui souligne que les partis politiques sont des institutions historiquement construites autour de normes et de pratiques masculines. Les exigences temporelles du militantisme, les modalités de sélection des responsables et les formes de sociabilité politique favorisent souvent les trajectoires masculines au détriment de celles des femmes.

Dans le contexte étudié, la gouvernance partisane apparaît ainsi comme un mécanisme de régulation interne qui tend à préserver l'équilibre des rapports de pouvoir existants plutôt qu'à promouvoir une redistribution effective des responsabilités politiques.

## **6.2. La persistance des structures patriarcales dans le champ politique ivoirien**

Les résultats révèlent également l'importance des normes socioculturelles dans la production des inégalités politiques. Les représentations associant l'autorité politique à la masculinité continuent de structurer les perceptions des militants et des responsables politiques.

Cette observation confirme les analyses de Bourdieu (1998) relatives à la domination masculine. Les discours recueillis montrent que les femmes sont encore largement confrontées à des formes de violence symbolique qui contribuent à fragiliser leur légitimité politique. Les stéréotypes relatifs aux rôles sociaux des femmes, leur assignation aux responsabilités domestiques ainsi que la naturalisation de la suprématie masculine dans les espaces décisionnels participent à la reproduction des inégalités observées.



Received: 05/01/2026 Accepted: 02/05/2026 Published: 29/06/2026

Les résultats corroborent également les travaux de Connell (2012) sur la masculinité hégémonique. Dans le champ politique, certaines qualités telles que l'autorité, la fermeté, la disponibilité permanente ou la capacité de mobilisation sont socialement construites comme des attributs masculins. À l'inverse, les femmes qui manifestent des ambitions politiques affirmées peuvent être perçues comme transgressant les normes sociales dominantes.

Cette situation contribue à instaurer un régime différencié de légitimité politique dans lequel les femmes doivent continuellement démontrer leurs compétences pour être reconnues comme des actrices politiques crédibles.

### **6.3. Une comparaison avec les dynamiques observées en Afrique de l'Ouest**

Les résultats de cette étude présentent plusieurs similitudes avec les recherches menées dans d'autres pays africains.

Au Ghana, Tripp (2015) souligne que les réseaux clientélistes et les logiques de patronage limitent fortement l'accès des femmes aux postes de responsabilité politique. De manière similaire, l'étude montre que le contrôle masculin des réseaux d'influence au sein du PDCI-RDA constitue un obstacle majeur à l'ascension politique des femmes.

Au Nigeria, plusieurs recherches ont mis en évidence l'effet dissuasif du coût élevé de la compétition politique sur l'engagement féminin. Les résultats obtenus à Cocody vont dans le même sens. L'insuffisance des ressources financières apparaît comme un facteur déterminant dans la limitation des ambitions politiques féminines.

En revanche, la situation observée diffère sensiblement de celle du Rwanda ou du Sénégal. Dans ces pays, les réformes institutionnelles, notamment les politiques de quotas, ont permis une amélioration substantielle de la représentation descriptive des femmes (Yoon, 2013). Toutefois, même dans ces contextes, la présence accrue des femmes dans les institutions ne s'est pas toujours traduite par une transformation profonde des rapports de pouvoir.

Le cas ivoirien met ainsi en évidence les limites des approches exclusivement institutionnelles de la représentation politique. L'adoption de dispositifs juridiques favorables à l'inclusion des femmes demeure insuffisante lorsque les cultures organisationnelles et les pratiques partisans restent marquées par des normes patriarcales.

#### **6.4. Les femmes comme actrices du changement institutionnel**

L'un des principaux apports de cette recherche réside dans la mise en évidence des capacités d'action développées par les femmes elles-mêmes. Contrairement à une lecture strictement déterministe des rapports de domination, les résultats montrent que les femmes ne sont pas de simples victimes passives des mécanismes d'exclusion.

À travers la constitution de réseaux féminins, la recherche d'alliances stratégiques, l'investissement dans les espaces communautaires et le renforcement de leurs compétences politiques, elles développent des stratégies visant à accroître leur influence au sein du parti.

Ces résultats rejoignent les analyses de Fraser (2005), selon lesquelles les processus d'émancipation passent simultanément par des revendications de redistribution des ressources et de reconnaissance sociale. Les femmes leaders



Received: 05/01/2026 Accepted: 02/05/2026 Published: 29/06/2026

du PDCI-RDA cherchent non seulement à accéder aux ressources politiques, mais également à faire reconnaître la légitimité de leur leadership.

Dans cette perspective, les organisations féminines du parti apparaissent comme des espaces de socialisation politique, de production de solidarités et de contestation des hiérarchies établies. Bien que leur influence demeure encore limitée, ces structures participent progressivement à la transformation des normes de gouvernance interne.

Enfin, les résultats confirment les travaux de Mackay (2014) sur le caractère genré des institutions politiques. Les partis ne sont pas des organisations neutres ; ils sont traversés par des règles formelles et informelles qui peuvent simultanément reproduire et transformer les rapports sociaux de sexe.

L'évolution future de la représentativité des femmes au sein du PDCI-RDA dépendra ainsi de la capacité du parti à réformer ses mécanismes internes de sélection, à démocratiser l'accès aux ressources politiques et à promouvoir des formes plus inclusives de gouvernance partisane.

## Conclusion

Cet article avait pour objectif d'analyser les mécanismes sociaux, organisationnels et symboliques qui expliquent la sous-représentation des femmes dans les instances décisionnelles du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire-Rassemblement Démocratique Africain (PDCI-RDA) dans la commune de Cocody. À partir d'une approche méthodologique mixte combinant entretiens semi-directifs,

focus groups, questionnaires et observations directes, l'étude a permis de mettre en évidence les dynamiques complexes qui structurent l'accès différencié des hommes et des femmes aux espaces de pouvoir partisan.

Les résultats montrent, en premier lieu, que les mécanismes de gouvernance interne du parti jouent un rôle déterminant dans la reproduction des inégalités politiques de genre. L'analyse révèle que l'accès aux postes stratégiques est largement conditionné par des processus informels de cooptation, des logiques de parrainage politique et l'appartenance à des réseaux relationnels fortement masculinisés. Ces mécanismes contribuent à verrouiller les positions de pouvoir et à limiter les possibilités d'ascension politique des femmes, même lorsque celles-ci disposent des compétences et de l'expérience militante requises.

En second lieu, l'étude met en évidence l'importance des inégalités d'accès aux ressources politiques. Les ressources économiques, relationnelles et temporelles apparaissent comme des déterminants majeurs des trajectoires politiques. Les femmes enquêtées déclarent faire face à des contraintes financières importantes, auxquelles s'ajoutent les responsabilités familiales et domestiques socialement assignées. Cette situation réduit leur capacité à investir pleinement les espaces de compétition politique et à convertir leur engagement militant en positions décisionnelles.

Par ailleurs, les résultats soulignent la persistance de formes de domination symbolique qui contribuent à fragiliser la légitimité politique des femmes. Les représentations associant l'exercice du pouvoir à la masculinité continuent d'influencer les perceptions des militants et des responsables politiques. Les femmes demeurent souvent confrontées à des stéréotypes de genre, à des processus de disqualification



Received: 05/01/2026 Accepted: 02/05/2026 Published: 29/06/2026

symbolique et à des exigences accrues de démonstration de leurs compétences politiques. Ces mécanismes participent à la naturalisation des hiérarchies sexuées dans le champ partisan.

Toutefois, l'étude montre également que les femmes ne sont pas de simples actrices passives de ces rapports de domination. Elles développent diverses stratégies de résistance et de négociation, notamment à travers la constitution de réseaux féminins, la recherche d'alliances politiques, l'investissement communautaire et le renforcement de leurs compétences. Ces pratiques traduisent l'existence de marges d'autonomie et témoignent de la capacité des femmes à participer activement à la transformation progressive des rapports de pouvoir au sein du parti.

Sur le plan scientifique, cette recherche apporte une double contribution. D'une part, elle enrichit la littérature consacrée à la participation politique des femmes en Afrique en mettant en lumière le rôle central des mécanismes organisationnels internes aux partis politiques dans la production des inégalités de genre. D'autre part, elle contribue aux travaux sur la sociologie du pouvoir en montrant que les partis politiques constituent des espaces de reproduction, mais également de contestation, des rapports sociaux de sexe. En articulant la théorie de la domination masculine et la théorie du champ politique de Pierre Bourdieu, l'étude propose ainsi une lecture intégrée des dynamiques de gouvernance partisane en contexte africain.

Les résultats obtenus comportent également plusieurs implications pratiques et politiques. Ils suggèrent la nécessité, pour les partis politiques ivoiriens, d'engager des réformes

profondes de leurs modes de gouvernance interne. Ces réformes pourraient porter sur une plus grande transparence des procédures de sélection des responsables, l'institutionnalisation de mécanismes de promotion du leadership féminin, le renforcement des capacités des femmes militantes ainsi que l'amélioration de leur accès aux ressources politiques et financières. Plus largement, la promotion d'une participation politique inclusive suppose une transformation des normes socioculturelles qui continuent d'associer le pouvoir politique à la masculinité.

Comme toute recherche, cette étude présente certaines limites. D'une part, l'enquête a été circonscrite à la seule commune de Cocody, ce qui limite la généralisation des résultats à l'ensemble du territoire national. D'autre part, le choix d'un seul parti politique ne permet pas d'appréhender la diversité des configurations organisationnelles existant dans le champ politique ivoirien. En outre, les dynamiques observées sont susceptibles d'évoluer en fonction des contextes électoraux et des recompositions partisans.

Ces limites ouvrent plusieurs perspectives de recherche. Des études comparatives portant sur différents partis politiques ivoiriens permettraient de mieux comprendre l'influence des cultures organisationnelles sur la représentation des femmes. De même, des recherches longitudinales pourraient analyser l'évolution des trajectoires politiques féminines au fil des alternances politiques et des réformes institutionnelles. Enfin, l'exploration des interactions entre genre, génération, statut socio-économique et appartenance territoriale constituerait une piste féconde pour approfondir l'analyse des mécanismes de différenciation dans l'accès au pouvoir politique en Côte d'Ivoire.



Received: 05/01/2026 Accepted: 02/05/2026 Published: 29/06/2026

En définitive, l'amélioration de la représentativité des femmes dans les instances décisionnelles ne saurait se réduire à une simple augmentation numérique de leur présence. Elle implique une transformation plus profonde des structures partisans, des modes de gouvernance et des représentations sociales qui continuent d'organiser la distribution du pouvoir politique selon des lignes fortement genrées.

## Références bibliographiques

- Bauer, G., & Britton, H. E. (2006). *Women in African parliaments*. Lynne Rienner Publishers.
- Bourdieu, P. (1998). *La domination masculine*. Seuil.
- Bourdieu, P. (2000). *Propos sur le champ politique*. Presses universitaires de Lyon.
- Braun, V., & Clarke, V. (2006). Using thematic analysis in psychology. *Qualitative Research in Psychology*, 3(2), 77-101. <https://doi.org/10.1191/1478088706qp0630a>
- Connell, R. (2012). *Gender* (2nd ed.). Polity Press.
- Fraser, N. (2005). Reframing justice in a globalizing world. *New Left Review*, 36, 69-88.
- Goetz, A. M., & Hassim, S. (2003). *No shortcuts to power: African women in politics and policy making*. Zed Books.
- Krook, M. L. (2010). *Quotas for women in politics: Gender and candidate selection reform worldwide*. Oxford University Press.
- Lovenduski, J. (2005). *Feminizing politics*. Polity Press.
- Mackay, F. (2014). Nested newness, institutional innovation and the gendered limits of change. *Politics & Gender*,

- 10(4), 549-571.  
<https://doi.org/10.1017/S1743923X14000487>
- Norris, P., & Lovenduski, J. (1995). *Political recruitment: Gender, race and class in the British Parliament*. Cambridge University Press.
- Tamale, S. (1999). *When hens begin to crow: Gender and parliamentary politics in Uganda*. Westview Press.
- Tripp, A. M. (2015). *Women and power in post-conflict Africa*. Cambridge University Press.
- Yoon, M. Y. (2013). More women in the Tanzanian legislature: Do numbers matter? *The Journal of Modern African Studies*, 51(1), 123-149.  
<https://doi.org/10.1017/S0022278X12000667>